

Unité interdépartementale Jura et Saône-et-Loire
Antenne de Mâcon
37 boulevard Henri Dunant
CS 80140
71040 Mâcon Cedex 9

Le, 23/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/06/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TEKNA PLASMA EUROPE

200 boulevard de la Résistance - Cité de l'entreprise
71000 Mâcon

Références : FL/NM/2022/M_182

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/06/2022 dans l'établissement TEKNA PLASMA EUROPE implanté 200 boulevard de la Résistance - Cité de l'entreprise 71000 Mâcon. L'inspection a été annoncée le 17/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Lors de l'inspection du 28 mai 2020 (rapport d'inspection référencé FL/NM/12062020/4167/145 du 15 juin 2020), l'exploitant a été mis en demeure par le préfet de Saône-et-Loire, sur proposition de l'inspection des installations et en application de l'article L. 171-8, de satisfaire, dans des délais impartis, à certaines de ses obligations, et ce, au travers de l'arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2020-188-1 du 6 juillet 2020 :

I – Au plus tard le 24 juillet 2020 :

- en réduisant la quantité de solides inflammables stockés sur le site jusqu'au maximum autorisé de 10 tonnes tel qu'autorisé par l'article 1.3.1 de l'arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2018-282-1 du 9 octobre 2018 ;

II – Au plus tard le 1er septembre 2020 :

- en stockant les solides inflammables au sein d'armoires de résistance et de réaction au feu REI 120, conformément à l'article 8.2.1 de l'arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2018-282-1 du 9 octobre 2018 et répondant aux exigences du chapitre 9.1 et des articles 1.4.1, 8.1.6, 8.4.3.1.1 et 8.4.3.2 du même arrêté ;

III – Au plus tard le 14 décembre 2020 :

- en mettant en place des batardeaux semi-automatiques ou fixes permettant de recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, conformément aux articles 1.4.1, 8.1.6 et 8.6.1 de l'arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2018-282-1 du 9 octobre 2018.

Une seconde inspection réalisée le 30 juillet 2020 (rapport d'inspection référencé FL/NM/140820/4167/184 du 14 août 2020), ayant pour objectif de vérifier le respect de la première échéance (point I) fixée au 24 juillet 2020, a conclu en l'absence de non-conformité constatée.

Par courrier du 15 décembre 2020, l'exploitant a précisé au préfet de Saône-et-Loire le respect du point II de l'arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2020-188-1 du 6 juillet 2020 au 1er octobre 2020.

L'exploitant indiquait également l'avancement significatif du point III de cette même décision avec à l'appui la transmission des devis des fournisseurs sélectionnés, mais avoir aussi rencontré des difficultés dans la progression souhaitée en raison de la complexité des installations (nombre d'ouvertures, dimension non standards...), des visites des prestataires ayant été interrompues durant la période du second confinement national et des délais annoncés par les fournisseurs.

Par courrier du 18 janvier 2021, le directeur général de la société Tekna Plasma Europe, s'est engagé à retirer la totalité des solides inflammables du site jusqu'à la constatation, par l'inspection de l'environnement, de la mise en conformité des installations, avec un retrait total effectif à partir du 22 janvier 2021.

Une troisième inspection réalisée le 18 janvier 2021 (rapport d'inspection référencé FL/NM/2021/M_114 du 23 mars 2021), ayant pour objectif de vérifier le respect des autres échéances (points II et III), a relevé une non-conformité pour l'absence des batardeaux semi-automatiques ou fixes (point III) et a formulé deux demandes de compléments sur la résistance au feu des armoires de stockage des solides inflammables et sur la détection d'incendie (point II).

L'inspection du 7 juin 2022 avait alors pour but de réaliser un nouveau récolement aux prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° DCL/BRENV/2020-188-1 du 6 juillet 2020.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEKNA PLASMA EUROPE
- 200 boulevard de la Résistance - Cité de l'entreprise 71000 Mâcon
- Code AIOT dans GUN : 0003301701
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société TEKNA PLASMA EUROPE, spécialisée dans la fabrication de matériaux avancés dédiés à la fabrication additive, dont le siège social est situé 13 bis chemin du levant à Ferney-Voltaire, exploite sur le territoire de la commune de Mâcon une installation de production et de stockage de poudres d'alliages métalliques.

L'exploitation de cet établissement est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2018-282-1 du 9 octobre 2018.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- résistance au feu des armoires de stockage des solides inflammables ;
- alarme « incendie » pour les armoires de stockage des solides inflammables ;
- batardeaux de confinement des écoulements accidentels.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ,
- la prescription contrôlée ,
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ,
 - les observations éventuelles ,
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) , l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées .
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors des contrôles par sondages des installations, l'inspection des installations classées n'a pas constaté la présence de solides inflammables sur le site, et ce, conformément à l'engagement du directeur général de la société Tekna Plasma Europe, par courrier du 18 janvier 2021.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Résistance au feu des armoires de stockage des solides inflammables	AP de Mise en Demeure du 06/07/2020, article 1	/	Sans objet
Alarme « incendie » pour les armoires de stockage des solides inflammables	AP de Mise en Demeure du 06/07/2020, article 1	/	Sans objet
Batardeaux de confinement des écoulements accidentels	AP de Mise en Demeure du 06/07/2020, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection :

- 2 non-conformités de précédents rapports d'inspection, sur les thèmes suivants, sont maintenues :
 - l'absence de transmission de l'alarme à l'exploitant en tout temps et d'actionnement d'une alarme perceptible en tout point du bâtiment en cas de détection automatique d'incendie ;
 - l'absence d'asservissement de la fermeture des batardeaux semi-automatiques aux systèmes de détection d'incendie ;
- 1 demande de compléments est formulée concernant les batardeaux de rétention des écoulements accidentels ;
- 1 demande de compléments d'un précédent rapport d'inspection est maintenue concernant la résistance au feu des armoires de stockage des solides inflammables.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Résistance au feu des armoires de stockage des solides inflammables

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/07/2020, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage des solides inflammables
Prescription contrôlée : La société Tekna Plasma Europe est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite au 200 boulevard de la résistance sur la commune de Mâcon, de respecter les dispositions des articles L. 511-1 et L. 181-3 du code de l'environnement, des articles 1.3.1, 1.4.1, 8.1.6, 8.2.1, 8.4.3.1.1, 8.4.3.2, 8.6.1, du chapitre 9.1 de l'arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2018-282-1, du 9 octobre 2018, susvisé : [...] Il – Au plus tard le 1er septembre 2020 : en stockant les solides inflammables au sein d'armoires de résistance et de réaction au feu REI 120, conformément à l'article 8.2.1 de l'arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2018-282-1 du 9 octobre 2018 susvisé et répondant aux exigences du chapitre 9.1 et des articles 1.4.1, 8.1.6, 8.4.3.1.1 et 8.4.3.2 du même arrêté ; [...]
Constats : A la suite de l'inspection du 18 janvier 2021 et en réponse au rapport référencé FL/NM/2021/M_114 du 23 mars 2021, l'exploitant a, par message électronique du 6 avril 2021 : <ul style="list-style-type: none">• transmis les éléments suivants :<ul style="list-style-type: none">◦ offre technique et commerciale de la société DENIOS référencée 130355940-1, dans sa révision 6, du 11 juillet 2019 pour des armoires de stockage certifiées REI 120 (R : résistance mécanique ; E : étanchéité aux gaz et flammes ; I : isolation thermique ; 120 : durée de 120 minutes) ;◦ bordereau de remise de la société DENIOS référencé 212500144 du 22 janvier 2020 listant les éléments livrés et relatifs aux armoires de stockage commandées ;◦ message électronique de l'installateur (société DENIOS) du 1er octobre 2020 attestant qu'à la suite des différents tests réalisés (hors détection et extinction) les deux armoires sont fonctionnelles ;◦ bon de livraison de la société Eurofeu Services du 21 septembre 2020 relatif à la livraison, l'installation et la mise en service du dispositif d'extinction automatique d'incendie des armoires ;◦ photographies des portes des armoires mentionnant la résistance au feu EI2 120 selon la société Portafeu ;• précisé que :<ul style="list-style-type: none">◦ les armoires disposent d'un système de détection autonome ainsi qu'un système d'extinction automatique répondant aux chapitres 8.4.3.1.1 et 8.4.3.1 de l'arrêté préfectoral ;◦ le projet de centrale de détection « incendie » est en cours, que l'investissement est de 80 000 euros, impliquant la nécessité de retenir la solution la plus judicieuse. En réponse aux interrogations de l'inspection des installations sur la résistance au feu des armoires de stockage des solides inflammables, l'exploitant a : <ul style="list-style-type: none">• précisé que la société DENIOS est l'assembleur des armoires (ainsi, les mentions de la résistance au feu EI2 120 selon la société Portafeu, transmises par photographies des portes des armoires, ne concernent que les blocs-portes) ;• transmis par messages électroniques du 18 mai 2022 et du 7 juin 2022 les études suivantes délivrées par le laboratoire Efectis à la société DENIOS et portant sur la résistance au feu d'une gamme de conteneurs BMC et FBM BASE conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 mars 2004, de la norme EN 13501-2 et aux avis postérieurs émis par le Comité d'étude et de classification des matériaux et éléments de construction par rapport au danger d'incendie :<ul style="list-style-type: none">◦ étude n° 12-A-298, dans sa révision 0, délivrée le 30 août 2012 ;◦ étude n° 12-A-298, dans sa révision 1, délivrée le 24 novembre 2020. Aux paragraphes 5.1, ces études précisent qu'au sens de l'arrêté ministériel du 22 mars 2004 les conteneurs définis dans le dossier technique en possession du laboratoire, sont estimés satisfaire aux performances suivantes : <ul style="list-style-type: none">• étude n° 12-A-298, dans sa révision 0 :<ul style="list-style-type: none">◦ R120 pour la structure non exposée au feu ;

- EI120 pour les parois (verticales et horizontales) ;
- E120 pour les câbles et tubes ;
- étude n° 12-A-298, dans sa révision 1 :
- REI120 pour la structure et ses parois (verticales et horizontales) ;
- E120 pour les éventuels traversants de parois (câbles et tubes).

Aux mêmes paragraphes, ces études concluent que « le présent document ne préjuge pas de la performance de résistance au feu des blocs-portes et des interactions éventuelles avec les parois et la structure des conteneurs. Ces éléments devront être traités par ailleurs. Néanmoins, les blocs-portes devront à minima être réalisés conformément à un document de classement en cours de validité prononçant le classement exigé par la réglementation en vigueur et leurs dimensions de passage libre devront être couvertes par le document de classement. »

Ainsi, l'inspection des installations classées maintient sa demande de compléments n° 1 formulée au sein du rapport d'inspection référencé FL/NM/2021/M_114 du 23 mars 2021 en l'absence d'un justificatif clair, autoportant, suffisant attestant des propriétés de résistance au feu des armoires de stockage des solides inflammables.

Observations : A la suite de l'inspection du 18 janvier 2021, l'inspection des installations classées retenait les éléments suivants au travers de son rapport référencé FL/NM/2021/M_114 du 23 mars 2021 :

« [...]

Lors des contrôles par sondage des installations, l'inspection de l'environnement a constaté que les solides inflammables, étaient stockés au sein d'une grande armoire localisée conformément aux plans de l'étude de dangers et selon les dispositions du chapitre 9.1 de l'arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2018-282-1 du 9 octobre 2018.

Demande de compléments n° 1 : l'exploitant transmettra à l'inspection de l'environnement les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu de l'armoire permettant d'entreposer les poudres d'alliages métalliques inflammables, et ce, conformément aux dispositions de l'article 8.2.1 de l'arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2018-282-1 du 9 octobre 2018.

[...]

À la demande de l'inspection de l'environnement et par message électronique du 18 janvier 2021, transmis post-inspection, l'exploitant a adressé :

- un nouvel affichage qui sera mis en place sur les portes de l'armoire indiquant :
 - l'ouverture des portes jusqu'au maintien par les aimants ;
 - la dépose et/ou la récupération de produits ;
 - le maintien de l'interrupteur pendant 2 secondes pour libérer les portes (se refermant alors par le biais d'un dispositif passif de fermeture automatique) ;
- un extrait de la directive interne référencée DRSTT-TPE-12, dans sa version 3.0.0, indiquant notamment que :
 - « toutes quantités de poudre métallique inflammable et explosive, incluant les échantillons doivent être entreposées dans les armoires coupe feu au - niveau de la zone « réception/expédition » prévues à cet effet » ;
 - « les armoires coupe-feu doivent être immédiatement refermées après entrée/sortie de produit afin de garantir au maximum leur efficacité » ;
 conformément aux dispositions afférentes du chapitre 9.1 de l'arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2018-282-1 du 9 octobre 2018.

L'inspection de l'environnement a également constaté la présence de 4 détecteurs au plafond de l'armoire.

En réponse à une interrogation de l'inspection de l'environnement, l'exploitant a précisé qu'une centrale générale d'incendie serait installée sous 3 mois post-inspection.

Demande de compléments n° 2 : l'exploitant transmettra à l'inspection de l'environnement les justificatifs attestant du respect des dispositions des articles 8.4.3.1. et 8.4.3.1.1 de l'arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2018-282-1 du 9 octobre 2018 pour l'armoire de stockage de solides inflammables, notamment celle relative à la présence d'une détection automatique d'incendie actionnant une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site et avec l'obligation de la transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant.

Lors des contrôles par sondage des installations, l'inspection de l'environnement a également constaté la présence de quatre réservoirs externes de poudre de classe D (feux de métaux), chacun de 100 kg pour l'armoire de stockage de solides inflammables, pulvérisés par l'action de CO2 sous pression.

L'inspection de l'environnement a également constaté la présence de 8 têtes au plafond de l'armoire pour l'aspersion de la poudre de classe D.

À la demande de l'inspection de l'environnement et par message électronique du 18 janvier 2021, transmis post-inspection, l'exploitant a adressé des extraits du registre de sécurité du site indiquant notamment :

- les appareils et installations fixes doivent, en cours d'exploitation « être vérifiés, au moins une fois par an » ;
- la mise en service de l'armoire de stockage de solides inflammables le 21 septembre 2020 par la société Eurofeu au travers du tableau de vérification des matériels. »

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Alarme « incendie » pour les armoires de stockage des solides inflammables

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/07/2020, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage des solides inflammables
Prescription contrôlée : La société Tekna Plasma Europe est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite au 200 boulevard de la résistance sur la commune de Mâcon, de respecter les dispositions des articles L. 511-1 et L. 181-3 du code de l'environnement, des articles 1.3.1, 1.4.1, 8.1.6, 8.2.1, 8.4.3.1.1, 8.4.3.2, 8.6.1, du chapitre 9.1 de l'arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2018-282-1, du 9 octobre 2018, susvisé : [...] Il – Au plus tard le 1er septembre 2020 : en stockant les solides inflammables au sein d'armoires de résistance et de réaction au feu REI 120, conformément à l'article 8.2.1 de l'arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2018-282-1 du 9 octobre 2018 susvisé et répondant aux exigences du chapitre 9.1 et des articles 1.4.1, 8.1.6, 8.4.3.1.1 et 8.4.3.2 du même arrêté ; [...]
Constats : Lors de l'inspection du 7 juin 2022, l'exploitant a précisé ne pas avoir encore fait l'acquisition et l'installation d'un système de détection d'incendie et d'une centrale générale d'incendie. L'inspection des installations classées maintient la non-conformité n° 5 majeure relevée au sein de son rapport référencé FL/NM/12062020/4167/145 du 15 juin 2020, établi à l'issue de l'inspection du 28 mai 2020, en constatant l'absence de transmission en tout temps de l'alarme à l'exploitant et d'actionnement d'une alarme perceptible en tout point du bâtiment, en cas de détection automatique d'incendie, et ce, contrairement aux dispositions de l'article 8.4.3.1 de l'arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2018-282-1 du 9 octobre 2018, rappelées au travers du II de l'article 1 ^{er} de l'arrêté préfectoral de mise en demeure référencé DCL/BRENV/2020-188-1 du 6 juillet 2020. En restitution orale des conclusions de l'inspection, le directeur général de la société TEKNA PLASMA EUROPE a indiqué que les financements nécessaires seraient demandés au groupe afin de mettre en conformité le site vis-à-vis des exigences réglementaires en matière de détection d'incendie et de centrale générale d'incendie.
Observations : A la suite de l'inspection du 18 janvier 2021, l'inspection des installations classées retenait les éléments suivants au travers de son rapport référencé FL/NM/2021/M_114 du 23 mars 2021 : « [...] Lors des contrôles par sondage des installations, l'inspection de l'environnement a constaté que les solides inflammables, étaient stockés au sein d'une grande armoire localisée conformément aux plans de l'étude de dangers et selon les dispositions du chapitre 9.1 de l'arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2018-282-1 du 9 octobre 2018. [...] L'inspection de l'environnement a également constaté la présence de 4 détecteurs au plafond de l'armoire. En réponse à une interrogation de l'inspection de l'environnement, l'exploitant a précisé qu'une centrale générale d'incendie serait installée sous 3 mois post-inspection. Demande de compléments n° 2 : l'exploitant transmettra à l'inspection de l'environnement les justificatifs attestant du respect des dispositions des articles 8.4.3.1. et 8.4.3.1.1 de l'arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2018-282-1 du 9 octobre 2018 pour l'armoire de stockage de solides inflammables, notamment celle relative à la présence d'une détection automatique d'incendie actionnant une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site et avec l'obligation de la transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant. »
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Batardeaux de confinement des écoulements accidentels

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/07/2020, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des eaux et écoulements accidentels
Prescription contrôlée : La société Tekna Plasma Europe est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite au 200 boulevard de la résistance sur la commune de Mâcon, de respecter les dispositions des articles L. 511-1 et L. 181-3 du code de l'environnement, des articles 1.3.1, 1.4.1, 8.1.6, 8.2.1, 8.4.3.1.1, 8.4.3.2, 8.6.1, du chapitre 9.1 de l'arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2018-282-1, du 9 octobre 2018, susvisé : [...] III – Au plus tard le 14 décembre 2020 : en mettant en place des batardeaux semi-automatiques ou fixes permettant de recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, conformément aux articles 1.4.1, 8.1.6 et 8.6.1 de l'arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2018-282-1 du 9 octobre 2018 susvisé. [...]
Constats : En préalable à l'inspection du 7 juin 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées (IIC), par message du 17 mai 2022, le dossier d'ouvrage exécuté (DOE) du 29 juin 2021 rédigé par la société Interalliance et concernant les barrières de rétention. Ce document précise notamment les éléments suivants : « En position de repos, la barrière se trouve perpendiculaire à côté de la porte. En cas d'alerte (qui vient d'une centrale d'alarme) la barrière se ferme automatiquement. [...] Le dessous du corps de la barrière, ainsi que les guides latéraux sont munis d'un joint spécial en matière synthétique [...] La barrière se met en marche après le signal provenant de la centrale d'alarme, d'un détecteur de fumée ou de liquide, une interruption de courant ou simplement par pression de l'interrupteur. [...] En cas d'une panne électrique, la barrière se ferme automatiquement. [...] 1. Commande via armoire individuelle 1.1 Fermeture manuelle En poussant sur le bouton vert, la barrière se ferme. [...] 4.2 La barrière doit être bien entretenue dans un état impeccable par l'utilisateur, afin qu'elle soit toujours prête à l'emploi. Pour cela il faut que la barrière soit testée une fois par mois, comme décrit sous le point 1 de ce manuel. [...] 4.4 La barrière doit être contrôlée et entretenue au moins une fois par an. Les contrôles d'entretien doivent être notés sur la fiche d'inspection et de contrôle. 4.5 Des endommagements ou défauts doivent directement être signalé. [...] » L'exploitant a précisé : • que 15 barrières ont ainsi été installées : ◦ 1 barrière interne et manuelle numérotée 1 selon le DOE ; ◦ 12 barrières semi-automatiques n° 2 à 13 : dont 10 barrières internes et 2 barrières externes à doubles corps n° 5 et 8 ; ◦ 2 barrières internes et permanentes (non manœuvrables) n° 14 et 15 ; • qu'en l'absence de détection d'incendie les barrières sont fermées, en cas d'incendie, par actionnement manuel de l'arrêt d'urgence induisant la coupure de l'alimentation électrique ; • que les barrières sont testées au moins une fois par an lors des exercices de défense contre l'incendie dont le dernier s'est tenu en novembre 2021. Lors des contrôles par sondage des installations, l'IIC a : • aperçu les barrières n° 1 à 5, 7 à 9, 11 et 13 ;

- demandé la fermeture :
 - manuelle de la barrière n° 1 ;
 - automatique par actionnement de la commande individuelle de la barrière n° 2 ;
- constaté un arrachement de joint sur une longueur d'environ 10 centimètres pour la barrière externe n° 8.

L'exploitant a transmis à l'IIC, par message électronique du 7 juin 2022, le plan d'opération interne (POI) référencé DRSST-TPE-11, dans sa version 1.0.0 censé encadrer la gestion des barrières en cas d'incendie.

L'inspection des installations classées maintient la non-conformité n° 7 majeure relevée au sein de son rapport référencé FL/NM/12062020/4167/145 du 15 juin 2020, établi à l'issue de l'inspection du 28 mai 2020, en constatant que la fermeture des batardeaux semi-automatiques n'est pas asservie aux systèmes de détection d'incendie, et ce, contrairement aux dispositions de l'article 8.6.1 de l'arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2018-282-1 du 9 octobre 2018, rappelées au travers du III de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure référencé DCN/BRENV/2020-188-1 du 6 juillet 2020.

Par ailleurs, l'exploitant transmettra des compléments à l'inspection des installations classées en justifiant :

- des mesures organisationnelles qui seront mises en place :
 - en cas d'incendie : en présence et en l'absence du personnel sur site (en l'absence de détection d'incendie) pour la coupure de l'alimentation électrique et la mise en place de la barrière manuelle, et ce, en l'absence d'éléments à ce propos au sein du POI ;
 - pour les tests mensuels et les contrôles et entretiens annuels, a minima et selon le DOE ;
- des actions curatives, correctives et préventives qui seront mises en place vis-à-vis de la dégradation des barrières.

Observations : /

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet